

LA MESSE EN LATIN...

Apparemment, Herr RATZINGER, dît Benoît XVI, ancien membre de la *Hitler Jugend*, demeure fidèle à ses engagements de jeunesse.

En effet, pendant la dernière guerre mondiale, les «nationaux socialistes allemands» ont, inlassablement, fondé leur propagande en faveur du 4ème REICH (qui devait, selon eux, durer 1000 ans) sur la double constitution d'un ordre nouveau (*Neue Ordnung*) et d'une nouvelle Europe (*Neue Europa*).

On peut penser que ces deux objectifs (ordre nouveau et nouvelle Europe) n'étaient, peut-être pas étrangers à la complaisance dont Pie XII a fait preuve vis-à-vis des dirigeants du 3ème REICH, dont il est, pourtant, difficile d'imaginer qu'il ait pu partager l'idéologie. Il est vrai que *«la fin sanctifie les moyens!»*.

De même, on est en droit, aujourd'hui, de s'interroger sur le comportement singulier de certains militants syndicaux ou politiques se prétendant anti-cléricaux, qui tout en condamnant les méfaits de la politique dictée par la «Nouvelle Europe» n'hésitent pas à participer à sa mise en œuvre en collaborant, directement ou indirectement, à ses instances que sont la C.E.S. et la C.S.I.

Dans «Le Figaro» des 7 et 8 juillet, on pouvait lire, sous la signature de H.Y., à propos de la «messe en latin», les lignes suivantes:

«A l'époque du triomphe des langues «nationales», le missel de 1570 consacrait définitivement, mais non sans résistance, le latin comme langue liturgique. La France du sud adopta la réforme. Mais elle rencontra ailleurs l'opposition d'une partie du clergé qui ne voulait pas du «pur» missel romain, peu adapté aux usages locaux.

Qu'à cela ne tienne, par une bulle, le pape décida en 1579 que rien ne pouvait être «ajouté, retranché ou modifié» à son missel. La messe était dite. Pour assurer l'unité de l'Eglise et l'autorité de Rome, elle devait être partout identique. Il faut «d'abord bien savoir le latin et ensuite l'oublier», disait Montesquieu: le fossé entre le parler «vulgaire» des fidèles et cette langue «savante» et «divine» ne cessa de se creuser jusqu'au XXème siècle. Quarante ans après Vatican II, qui marginalisa le latin, il revient en force. Si quelqu'un a oublié le PATER NOSTER, il est désormais imprimé au dos des cartons d'invitation pour l'audience hebdomadaire de Benoît XVI et le comité pontifical pour les sciences historiques se penche sur «l'avenir du latin». L'objectif? Rappeler que ce n'est pas une langue morte, mais «un fondement de l'identité de l'Europe» et de l'Eglise Catholique».

«Le Figaro» a raison. La messe est dite... on notera en outre que la décision de Benoît XVI s'inscrit parfaitement dans la prétention à «l'universalisme», fondement idéologique de l'édifice politico-religieux du catholicisme (Rappelons que catholique signifie universel).

Mais les catholiques ne sont pas les seuls à situer leur foi ou leur croyance dans l'idéologie universaliste qui est, soi-dit en passant, incompatible avec l'existence des Etats Nations. Nombreux sont les militants politiques ou syndicaux qui invoquent, d'une manière quasi obsessionnelle, l'UNITE, c'est-à-dire «le grand Tout», c'est-à-dire Dieu!

Décidément, Bakounine avait raison, l'idée de Dieu et de l'Etat sont inséparables.

Mais on ne peut, indéfiniment, nier la réalité. Aujourd'hui, comme hier, l'histoire de l'humanité demeure l'histoire de la lutte des classes, ce qui, entre autres, tend à prouver qu'il ne faut pas confondre la pensée de Marx avec l'idéologie universaliste des pseudos marxistes de tous bords.

Cela étant, et pour s'en tenir au plan syndical, il ne nous reste plus qu'à conseiller à Thibault, Mailly et à quelques autres, de se hâter d'apprendre le latin de sacristie qui, de plus en plus, va devenir la langue du «syndicalisme rassemblé».

Alexandre HEBERT.